



**HAL**  
open science

# Un nouveau cycle d'alternance en Argentine: le triomphe de l'extrême droite à l'élection présidentielle

Dario Rodriguez

► **To cite this version:**

Dario Rodriguez. Un nouveau cycle d'alternance en Argentine: le triomphe de l'extrême droite à l'élection présidentielle. Les Études du CERI, 2024, Amérique latine. L'Année politique 2023, 271-272, pp.67-70. 10.25647/etudesduceri.271-272.12 . hal-04419349

**HAL Id: hal-04419349**

**<https://sciencespo.hal.science/hal-04419349>**

Submitted on 26 Jan 2024

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

## **Un nouveau cycle d'alternance en Argentine : le triomphe de l'extrême droite à l'élection présidentielle** *par Dario Rodriguez*

L'arrivée au pouvoir de Javier Milei le 19 novembre 2023 a ouvert un cinquième cycle d'alternance présidentielle et électorale depuis le retour de la démocratie en 1983. Avec un nombre de voix record depuis cette date fondatrice, elle soulève toutefois des interrogations sur le processus de consolidation institutionnelle que les cycles précédents avaient alimenté en quarante ans de vie démocratique ininterrompue. Comment expliquer la victoire écrasante d'un candidat outsider, une première en Argentine, qui incarne de surcroît un mouvement d'extrême droite, une formation politico-idéologique inédite dans l'histoire récente du pays ? Si le contexte économique et politique a son importance, il convient aussi d'examiner la construction du lien tissé par Milei avec son électorat.

### **La crise et encore la crise**

Si la hausse des prix n'est pas un problème nouveau dans le quotidien des Argentins, ce phénomène a pris une tout autre ampleur depuis le début de l'année 2018. La variation du niveau général des prix annuel atteignait 31,2 % en juillet, et 48,5 % en septembre. Si les prix ont été relativement contenus pendant la crise sanitaire, ils ont augmenté de 55,1 % en mars 2022 avant de progresser rapidement les années suivantes, pour atteindre 142,7 % en octobre 2023, date de l'élection présidentielle<sup>1</sup>. Dans ce contexte d'inflation incontrôlée et de stagnation du produit intérieur brut (PIB), les Argentins ont subi un climat constant d'incertitude caractérisé par une baisse des salaires réels et de leur pouvoir d'achat, et par l'augmentation des niveaux de pauvreté affectant tant les classes moyennes que les populations les plus vulnérables, malgré les plans sociaux mis en œuvre par l'Etat. Après l'amorce d'une phase de reprise au tournant du siècle, l'Argentine cumule plus d'une décennie d'instabilité macroéconomique et de détérioration des indicateurs socio-économiques et plusieurs autres décennies de déclin, sans parvenir à établir un modèle de développement pérenne.

Si la sortie du plan de convertibilité en 2002 a été suivie par un cycle économique positif, dans un contexte de hausse soutenue des prix internationaux sur le marché mondial et où l'action de l'Etat a permis de reconstituer les liens d'une société appauvrie, les gouvernements kirchnéristes successifs, artisans de ce processus, n'ont cependant pas réussi à engager l'Argentine sur la voie d'un progrès durable. Le maintien d'un modèle vulnérable aux fluctuations internationales et de plus en plus dysfonctionnel dans son développement a ainsi assombri le bilan de la décennie kirchnériste. L'arrivée de Mauricio Macri à la présidence en 2015, avec une stratégie de changement dans la continuité, n'a pas réussi à inverser cette tendance, bien au contraire. Après avoir échoué à établir un plan de réforme, ouvertement pro-marché, à la suite de sa victoire aux élections législatives de 2017, Macri a été battu à l'élection présidentielle

---

<sup>1</sup> INDEC, Rapport variation interannuelle (2016-2023), république Argentine.

de 2019, laissant un pays plus endetté et plus pauvre. Les conséquences négatives de la crise sanitaire mondiale et les conflits au sein de la coalition gouvernementale ont marqué le nouveau processus d'alternance ouvert par le retour d'un kirchnérisme renouvelé au pouvoir. Les actions d'un président sans leadership n'ont fait qu'aggraver les failles structurelles du modèle économique, laissant les citoyens dans un état d'impuissance manifeste quatre ans plus tard. Un sentiment de lassitude et de désespoir s'est installé au fur et à mesure que la situation économique se détériorait. S'il y a plus de vingt ans, lors de la crise de 2001, les citoyens avaient exprimé leur colère dans les rues en demandant qu'« ils s'en aillent tous », dans ce nouveau contexte, le scepticisme s'est exprimé autrement. Délaissant l'espace public, la colère des citoyens envers la classe politique s'est transformée en espoir et s'est traduite par un vote qui est devenu majoritaire en faveur du candidat d'extrême droite.

### **Le chemin vers la victoire**

Depuis 2016, Javier Milei a multiplié les apparitions médiatiques en mettant en scène une image non conventionnelle : une sorte de rock star capable de dissenter sur les problèmes structurels de l'économie argentine. En adoptant un style histrionique et irrévérencieux, son discours a gagné du terrain, surchargé de messages de violence et de haine, et présenté comme libre et révolutionnaire grâce à sa non-appartenance au monde de la pègre politique. Bien que son mouvement politique, La liberté en marche (LA), n'ait obtenu que 5,55 % aux élections législatives de 2021 au niveau national, une part significative (17,03 %) des électeurs de Buenos Aires ont décidé d'opter pour la rupture et de voter pour sa candidature. Fort de cette base, Milei s'est lancé dans la course à l'élection présidentielle de 2023.

A l'approche des élections internes (appelées primaires, ouvertes, simultanées et obligatoires, PASO) en août de la même année, sa stratégie de campagne s'est définie autour de trois dimensions clés. Nourri dans les arènes virtuelles des réseaux sociaux, un dispositif d'identification populiste a pris forme à partir duquel son image de leader providentiel, capable de refonder le pays, s'est articulée à celle d'un homme ordinaire, à l'écoute des préoccupations quotidiennes des Argentins. Ce dispositif a aussi été alimenté par la définition d'un collectif d'appartenance existentiellement opposé à un ennemi de chair et de sang, la « caste », et à un autre plus impersonnel et abstrait, l'Etat. Naturalisant la division entre la classe politique et la société, et construisant ainsi une opposition entre l'élite et le peuple, la première a été vilipendée pour sa corruption, sa servilité et son inutilité. Le second, pour sa part, a été présenté comme le responsable de tous les maux, justifiant ainsi un discours d'un libéralisme extrême : il faut se débarrasser de l'Etat régulateur et interventionniste, et laisser au dieu marché le soin non seulement d'organiser librement et efficacement la société, mais aussi de détruire les mécanismes de protection sociale qui génèrent une multitude de parasites économiquement improductifs. Libérés des carcans bureaucratiques de l'Etat, les citoyens pourront enfin exploiter leurs capacités entrepreneuriales dans une société moins lisible, plus fragmentée, en inaugurant la voie du progrès naturel. En parallèle, le retrait de l'Etat s'articule avec l'affirmation de son rôle répressif en tant que garant de l'ordre public et de la sécurité des citoyens. Le discours sur cette politique de la « main de fer » s'est accompagné

d'un positionnement stratégique très conservateur au niveau des mœurs et ouvertement réactionnaire dans le domaine des politiques mémorielles.

Face aux résultats surprenants des PASO – LA arrivant en tête avec 7 352 244 voix (30 % de l'électorat) –, le néokirchnérisme a cherché à reprendre l'initiative perdue à l'approche des élections générales. Articulé autour de la figure du ministre de l'Economie et candidat à la présidence pour l'Union pour la patrie (UP), Sergio Massa, il a axé sa principale stratégie de campagne sur le projet de construction d'un grand accord national comme réponse à la crise économique et sociale. L'ubiquité idéologique et la plasticité politique du candidat ont permis la mise en scène de ce projet, tandis que les ressources de l'Etat ont été consacrées à la fidélisation de l'électorat le plus vulnérable. Enfin, la défense de la démocratie face au risque de régression autoritaire, incarné par le danger de l'extrême droite, a permis au candidat du gouvernement d'améliorer son résultat du premier tour et de rêver à la victoire – en dépit du fait que l'inflation annuelle au moment du second tour dépassait les 140 %.

Face à une opposition divisée entre un candidat ouvertement radicalisé et une autre, Patricia Bullrich (Ensemble pour le changement, JC), qui a cherché à se radicaliser sans tenir compte de l'attrait de l'image antisystème dont pouvait se prévaloir Milei, l'UP a réussi à obtenir 9 645 948 voix (36,7 %), soit huit points de plus qu'aux primaires. Elle a été suivie par LA avec 7 884 336 voix (30 %), JC avec 6 267 152 voix (23,8 %) et le candidat néopéroniste Juan Schiaretti (Nous agissons pour notre pays, HNP) avec 1 784 315 voix (6,8 %).

A l'approche du ballottage, Mauricio Macri, ancien président et principale référence de JC, a décidé de s'allier à LA afin de battre Massa, et ce au prix d'une division de JC entre les secteurs les plus radicalisés, sous son leadership et celui de Bullrich, et les secteurs plus modérés emmenés par l'ex-chef du gouvernement de la ville de Buenos Aires, Horacio Larreta et les autres partenaires du parti (l'Union civique radicale et la Coalition civique). Si la candidature de Milei a obtenu un soutien organisationnel significatif grâce à cette alliance, il lui a fallu justifier auprès de son électorat ses accords avec la caste tant vilipendée. Si Massa cherchait à activer une sorte de front démocratique en revitalisant le consensus fondateur de 1983, il devait être capable de proposer un véritable changement à une société désespérée, lui qui était l'incarnation institutionnelle de la continuité. Les résultats du scrutin ont montré que l'option d'un virage brutal vers l'inconnu l'a emporté sur toute autre alternative. LA a obtenu 14 476 462 voix (55,6 %), soit plus de quinze points de plus qu'au premier tour, contre 11 516 142 voix (44,3 %) pour l'UP, soit un peu plus de sept points supplémentaires<sup>2</sup>.

Milei a remporté 21 des 24 circonscriptions électorales nationales et jouit donc d'un soutien socialement transversal et idéologiquement hétérogène, expliquant la défaite la plus importante subie par le péronisme au cours de sa longue histoire et confirmant à nouveau que cette force a perdu le monopole « naturel » de la représentation du monde populaire<sup>3</sup>. Cependant, son triomphe a également révélé l'existence d'un vote jeune, essentiellement masculin, en partie composé de travailleurs indépendants et informels, et foncièrement anti-péroniste, si

---

<sup>2</sup> Ministère de l'Intérieur, République argentine : [www.argentina.gob.ar/dine/resultados-electorales](http://www.argentina.gob.ar/dine/resultados-electorales)

<sup>3</sup> G. Vommaro, « L'extrême droite de Milei en Argentine : entre opportunisme et innovation », AOC, 27 novembre 2023 (<https://aoc.media/analyse/2023/11/26/lextrême-droite-de-milei-en-argentine-entre-opportunisme-et-innovation/>).

L'on considère la variable territoriale et le transfert des votes de JC. Sans nier le poids de la situation économique dans cette stratégie de fuite que Milei a su exploiter très efficacement, nous remarquons également qu'une partie de son électorat s'articule autour d'un noyau dur de valeurs traditionnelles et réactionnaires, illustrant l'émergence possible d'une version locale d'une nouvelle droite déjà présente à l'échelle régionale et mondiale<sup>4</sup>.

## Et maintenant ?

Milei sera un président outsider cherchant à mettre en œuvre le plan de réformes le plus ambitieux de ces dernières décennies. S'il bénéficie pour ce faire d'un soutien électoral inégalé depuis 1983, le fait est qu'il n'a jamais exercé de fonctions électives jusqu'à sa nomination comme député national en décembre 2021, qu'il ne peut s'appuyer sur une structure partisane propre, qu'il est privé de toutes relations institutionnalisées avec les syndicats et/ou les mouvements sociaux, qu'il ne peut compter sur aucun gouverneur de sa force politique et qu'il doit composer avec le soutien législatif le plus faible de l'histoire de la démocratie argentine<sup>5</sup>. Le principal défi pour le prochain gouvernement sera donc celui de la gouvernabilité. Pour l'instant, deux scénarios se dessinent à cet égard.

Dans le premier, le président se retrouve sans pouvoir, bloqué par les chambres du Parlement et contré dans la rue par la mobilisation organisée des acteurs populaires, mais aussi par des contestations moins encadrées, rejetant ouvertement son projet de gouvernement. Dans ce cas de figure, le conflit pourrait opposer dans l'espace public partisans et détracteurs, engendrant une crise politique aiguë et un possible chaos social qui mettront à l'épreuve les institutions démocratiques comme jamais depuis 1983. Dans le second scénario, l'épreuve du pouvoir conduit le futur président à modérer son projet et à inscrire son action présidentielle dans le cadre de la négociation/collaboration avec les secteurs partisans et corporatifs qui le soutiennent ou qui pourraient le soutenir, en adoptant une politique ouvertement néolibérale et offensive sur le plan économique mais plus limitée concernant les batailles culturelles propres à la nouvelle extrême droite. Reste encore à évaluer le possible niveau d'intensité du conflit social.

Un des facteurs déterminants réside donc dans la manière dont s'opèrera le rééquilibrage des tensions entre le président Milei et le leadership partisan de Macri, dans un pays où aucune coalition électorale n'a fonctionné et où le péronisme a été la seule force politique capable de mener à bien un plan d'austérité drastique et structurel. Le cycle ouvert par la crise de 2001 est arrivé à son terme. Espérons que le cycle fondateur inauguré en 1983 ne s'achève pas lui aussi.

---

<sup>4</sup> E. Calvo, « Un nuevo actor político », *El Diplo*, n° 294, décembre 2023 ([www.eldiplo.org/294-que-nos-espera/un-nuevo-actor-politico/](http://www.eldiplo.org/294-que-nos-espera/un-nuevo-actor-politico/)).

<sup>5</sup> Sans tenir compte des alliances futures, sa force politique compte aujourd'hui 38 députés sur un total de 257 et seulement 7 sénateurs sur un total de 72.

**Pour citer ce chapitre** : Darío Rodríguez, « Un nouveau cycle d'alternance en Argentine : le triomphe de l'extrême droite à l'élection présidentielle », in D. Recondo (dir.), *Amérique latine. L'année politique 2023/Les Etudes du CERI*, n° 271-272, janvier 2024 [en ligne : [www.sciencespo.fr/ceri/fr/papier/etude](http://www.sciencespo.fr/ceri/fr/papier/etude)].